

RENDEZ-MOI MON PÈRE : MANIFESTE POUR LA JUSTICE, LA DIGNITÉ ET L'HUMANITÉ

Le cri d'un fils à la conscience de ceux qui détiennent aujourd'hui une part d'autorité en Guinée

À tous ceux qui, aujourd'hui, détiennent une parcelle d'autorité dans notre pays.

À tous ceux qui, de près ou de loin, connaissent le sort réservé à mon père ou sont en mesure d'agir pour mettre fin à cette épreuve.

À Monsieur le Président de la République, Chef de l'État.

Je ne vous écris ni par haine, ni par esprit de vengeance. Je vous écris comme un fils. Je vous écris avec une douleur qu'aucun mot ne peut réellement traduire. La douleur d'un enfant auquel on a arraché son père. La douleur d'une famille privée de son pilier. La douleur des mères, des épouses, des enfants, des petits-enfants, des frères, des sœurs, des voisins, des amis et toute une communauté qui vivent depuis des mois dans une attente interminable.

Depuis 10 mois, mon père a disparu. Dix mois d'attente, de silence et d'angoisse. Dix mois durant lesquels chaque lever du soleil est devenu une nouvelle épreuve, parce qu'il nous rappelle une seule et même question : où est-il ?

Mon père, Elhadj Adama KEITA, est un homme de 76 ans (75 ans au moment de son enlèvement), illettré et sans aucun engagement politique. Un vieillard, un homme de foi dont toute l'existence s'est construite autour du travail, de la famille, de la solidarité, du respect des autres et de l'amour de Dieu. Il n'a jamais recherché le pouvoir ni milité dans un parti politiques Il n'a jamais porté les armes et n'a jamais été connu pour des actes de violence et n'a jamais été condamné. Il est simplement un père. Et pourtant, depuis 10 mois, notre famille vit avec une absence qui ne cesse de grandir.

Depuis 10 mois, je me réveille avec les mêmes interrogations : A-t-il seulement accès aux soins qu'exige son âge ? Peut-il encore accomplir librement ses prières quotidiennes ? Sait-il où il se trouve et pourquoi il est privé de sa liberté ? Est-il toujours en vie ? Sait-il que nous ne l'avons jamais oublié ? Ou pense-t-il que nous avons renoncé à lui ?

Ces questions m'accompagnent chaque jour. Elles accompagnent toute une famille. Elles accompagnent tous ceux et toutes celles qui l'ont connu comme un homme discret, généreux et profondément attaché aux valeurs qui fondent notre société.

Car, dans nos traditions africaines, un père n'est pas seulement le chef d'une famille. Il est une mémoire, une école et une bénédiction. Il est celui qui transmet la parole, les valeurs, les repères et la dignité.

Lorsqu'un père disparaît, ce n'est pas seulement une personne qui manque. C'est tout un équilibre qui vacille. C'est toute une famille qui perd son repère.

Moi, je suis journaliste d'investigation. J'ai choisi ce métier exigeant. Un métier qui consiste à poser des questions lorsque beaucoup préfèrent le silence. Un métier qui consiste à rechercher la vérité, même lorsqu'elle dérange. Je sais que ce métier peut susciter des désaccords. Je sais qu'il peut provoquer des critiques. Je sais qu'il peut exposer celui qui l'exerce. Mais jamais, je n'aurais imaginé qu'un jour, la souffrance de mon père puisse devenir le prix de mon engagement professionnel.

S'il m'est reproché d'avoir enfreint la loi, notre République dispose d'institutions, de magistrats, d'avocats et de tribunaux. C'est cela, l'État de droit. C'est cela que tout citoyen est en droit d'attendre de son pays et des autorités qui l'incarnent. Car, dans une République, chacun répond de ses propres actes.

Aucun père ne devrait répondre à la place de son fils. Aucune famille ne devrait être condamnée à vivre dans une telle souffrance. Aucun vieillard ne devrait devenir, quel qu'en soit le contexte, le symbole d'une situation qui le dépasse.

Je ne vous demande pas aujourd'hui de partager mes opinions. Je ne vous demande pas d'approuver mon travail. Je ne vous demande même pas de me donner raison. Je vous demande simplement de regarder cette situation avec vos yeux d'hommes. Avant d'être des responsables publics, des officiers, des magistrats, des administrateurs ou des détenteurs d'une parcelle de pouvoir, vous êtes des fils et des filles.

Beaucoup d'entre vous sont des pères et des mères. Beaucoup d'entre vous connaissent la valeur d'une famille. Beaucoup d'entre vous savent ce que représente un père dans nos cultures. C'est donc à cette part d'humanité que je m'adresse, parce que je refuse de croire que le pouvoir puisse faire disparaître définitivement la conscience. Parce que je refuse de croire que l'exercice de l'autorité puisse conduire un homme à oublier ce qu'il doit à ses propres parents. Parce que je refuse de croire que la force puisse définitivement l'emporter sur la justice.

Depuis 10 mois, je ne cherche pas à convaincre le monde. Je cherche simplement à retrouver mon père.

Dix mois de silence : pourquoi je me suis tu ?

Pendant 10 mois, beaucoup se sont interrogés sur mon silence. D'autres y ont vu un renoncement. Certains ont pensé que j'avais abandonné mes convictions. Quelques-uns ont même cru que j'avais finalement accepté ce que, hier encore, je dénonçais.

Ils se trompaient. Mon silence n'était ni un aveu, ni une capitulation, ni un marchandage. Mon silence était celui d'un fils.

Depuis 10 mois, je ne me bats plus seulement pour des principes. Je me bats pour retrouver mon père. Ce que beaucoup ignorent, c'est qu'avant de prendre la parole publiquement, j'ai choisi une autre voie. Celle du dialogue, des négociations, de la discrétion et de la patience. Cette voie que m'ont enseignée mon père et les anciens de notre pays.

J'ai écrit presque à tous ceux et toutes celles qui ont un pouvoir de décisions ou d'influence. J'ai appelé presque toutes les voix qui portent haut et fort dans notre pays. J'ai envoyé des messages à tous les niveaux. J'ai sollicité des médiations. J'ai accepté que des négociateurs interviennent. J'ai joint directement ou indirectement, des personnalités civiles, militaires, religieuses, traditionnelles et des personnes proches des plus hautes autorités de notre pays.

Je leur ai parlé non comme journaliste, mais comme un fils. Je ne demandais ni privilège ni faveur. Je demandais seulement qu'un vieil homme innocent retrouve sa famille.

Beaucoup de mes messages ont été reçus ou transmis. Beaucoup de mes appels sont restés sans réponse. Pourtant, je n'ai jamais cessé d'espérer parce que je continuais de croire qu'au sein de notre État, il existait encore des femmes et des hommes capables de faire triompher l'humanité sur toute autre considération.

Au fil de ces échanges, j'ai compris une chose. Mon père n'était plus seulement mon père. Il était devenu le symbole d'un choix qui ne lui appartenait pas. Et cette pensée m'a brisé, car aucun père ne devrait porter le poids des engagements, des opinions ou du métier de son fils.

Le journaliste en moi voulait reprendre la plume et la parole. Le fils en moi me demandait d'attendre. Le journaliste en moi voulait continuer à enquêter et à dénoncer. Le fils en moi espérait qu'un jour de silence supplémentaire permettrait peut-être à son père de retrouver sa liberté. Alors j'ai choisi de me taire. J'ai suspendu mon travail. Je me suis éloigné du débat public. J'ai renoncé à publier certains travaux. J'ai mis entre parenthèses une partie de mon existence.

Non par peur ; non parce que j'avais changé de convictions. Mais parce qu'aucune enquête, aussi importante soit-elle, ne vaut la vie ou la dignité d'un père innocent.

Je l'ai fait parce que je connais l'homme qui m'a élevé. Je sais ce qu'il aurait fait si nos rôles avaient été inversés. Il se serait sacrifié pour moi sans hésiter. Comment aurais-je pu faire moins pour lui ?

Je me suis tu par respect pour mon père. Je me suis tu par amour pour ma famille. Je me suis tu par fidélité à l'éducation que j'ai reçue. Je me suis tu parce que des sages de N'Zérékoré, de Babila, des responsables communautaires, des anciens et des personnes que je respecte profondément m'ont demandé de privilégier la patience. Ils m'ont rappelé qu'en Afrique, la sagesse ne consiste pas seulement à parler avec courage, mais à savoir attendre lorsque l'on espère encore préserver une vie.

Je les ai écoutés. Je n'ai jamais regretté de les avoir écoutés, car un homme qui ne respecte plus les anciens finit souvent par ne plus respecter personne. Mais aujourd'hui, après 10 mois d'attente, des questions me hantent : Combien de temps un fils doit-il continuer à se taire pendant que son père demeure séparé des siens ? Combien de temps une famille doit-elle vivre dans l'incertitude ? À partir de quel moment le silence cesse-t-il d'être une preuve de sagesse pour devenir une forme d'abandon ? Et quel prix devrais-je payer en plus de mon silence pour que mon père retrouve sa famille ?

Quelque soient les conditions, je refuse d'abandonner mon père. Mon éducation me l'interdit. Ma conscience, ma foi et l'amour que je lui porte me l'interdisent aussi.

C'est pourquoi je prends la parole aujourd'hui, non pour alimenter la haine ou humilier qui que ce soit. Mais parce qu'il arrive un moment où le silence, lorsqu'il ne produit ni vérité ni soulagement, cesse d'être une vertu. Il devient une souffrance supplémentaire.

Depuis 10 mois, je ne cherche pas à convaincre le monde. Je cherche simplement à retrouver mon père.

L'État de droit à l'épreuve des consciences

Monsieur le Président,

Mesdames et Messieurs qui exercez aujourd'hui une part d'autorité dans notre pays,

Je vous écris avec le respect dû aux institutions de la République. Je ne confonds pas les femmes et les hommes qui servent l'État avec l'idée même de l'État. Je refuse de croire que notre République puisse se résumer à la peur. Je refuse de croire que les valeurs pour lesquelles tant de Guinéens ont espéré puissent disparaître dans le silence.

Le 5 septembre 2021, notre pays s'est réveillé avec de nouvelles promesses. Les mots qui revenaient dans tous les discours étaient porteurs d'espérance : Justice ; État de droit ; refondation ; rassemblement ; respect de la dignité humaine ; lutte contre l'injustice, etc. Ces paroles ont nourri l'espoir de nombreux citoyens, y compris le mien. Comme beaucoup de Guinéens, j'ai voulu croire que notre pays allait entrer dans une nouvelle ère où les institutions primeraient sur l'arbitraire, où le droit remplacerait la peur et où chaque citoyen, quelle que soit son opinion, bénéficierait des mêmes garanties.

C'est précisément parce que je crois encore à ces principes que j'écris aujourd'hui.

Car un État de droit ne se mesure pas à la beauté de discours politiques, mais plutôt à la manière dont il protège les plus vulnérables. Il se mesure à la façon dont il traite ceux qui pensent autrement. Il se mesure également à sa capacité à faire prévaloir la justice sur la force et la valeur qu'il accorde à la dignité humaine.

Je suis journaliste. J'ai choisi un métier qui consiste à informer, à enquêter et parfois à déranger. Je sais que le journalisme peut susciter des critiques ; que l'on peut contester une enquête ; que l'on peut être en désaccord avec un article ou une prise de position. Ce qui est tout à fait normal dans une République qui prône les principes démocratiques.

Mais lorsqu'un journaliste faillit, ce sont les institutions qui doivent répondre. Ce sont les tribunaux, les lois et les procédures prévues par notre Constitution et par les textes réglementaires. C'est cela qui distingue un État de droit d'un État où l'arbitraire l'emporte.

Je n'ai jamais demandé à être au-dessus des lois. Je n'ai jamais demandé à bénéficier d'un traitement particulier. Je demande seulement que les principes qui fondent notre République, soient les mêmes pour tous, parce que la justice n'a de valeur que lorsqu'elle est égale. Parce que le droit ne mérite son nom que lorsqu'il protège chaque citoyen. Et parce que la force n'est légitime que lorsqu'elle demeure soumise à la loi.

Depuis 10 mois, une famille vit dans une douleur que seule la libération de notre père peut apaiser. Depuis 10 mois, des femmes attendent leur époux, des enfants leur père, des petits-enfants leur grand-père et toute une communauté entière qui attend un des leurs.

Cette attente interroge notre conscience collective : Quel héritage voulons-nous léguer aux générations futures ? Voulons-nous leur transmettre l'idée que les désaccords se règlent par le dialogue, le droit et les institutions, ou voulons-nous leur transmettre que la peur et l'arbitraire sont plus forts que la justice ?

Nos enfants apprendront demain ce que nous leur montrons aujourd'hui. Ils retiendront moins nos discours que nos actes. Ils oublieront peut-être les fonctions que nous avons occupées, mais ils se souviendront toujours de qui nous étions et de la manière dont nous avons traité les plus faibles.

L'Histoire est parfois lente, mais elle est d'une mémoire implacable. Elle finit toujours par distinguer ceux qui ont utilisé le pouvoir pour servir les autres de ceux qui l'ont utilisé pour se servir dans la douleur des autres.

Je n'écris pas ces lignes pour raviver des blessures. Je les écris parce que je continue de croire que rien n'est irréversible. Je continue de croire qu'une décision juste peut encore être prise pour tout réparer. Je continue de croire qu'il existe, au sein de notre République, des femmes et des hommes qui savent qu'aucune raison d'État ne peut justifier qu'une famille demeure si longtemps dans une telle souffrance.

Je m'adresse à cette part de conscience. À cette part d'humanité. À cette part de courage qui existe encore chez celles et ceux qui savent que la grandeur d'un responsable ne réside pas seulement dans son autorité, mais dans sa capacité à réparer une injustice lorsqu'il en a le pouvoir. Il n'est jamais trop tard pour choisir le droit plutôt que l'arbitraire. Il n'est jamais trop tard pour choisir l'humanité plutôt que l'indifférence.

Il n'est jamais trop tard pour poser un acte dont une Nation pourra être fière. Et je veux croire, de toutes mes forces, qu'il n'est pas trop tard pour rendre à une famille ce qu'elle réclame depuis 10 mois : Un père. Rien de plus, rien de moins.

Au Président de la République : un appel d'homme à homme

Monsieur le Président,

Cette partie de mon plaidoyer vous est personnellement adressée. Non parce que je vous considère comme mon adversaire, mais parce qu'en votre qualité de Chef de l'État, vous incarnez la plus haute autorité de la République.

Dans toute Nation organisée, les plus grandes responsabilités s'accompagnent des plus grands devoirs. Le pouvoir n'est pas seulement un privilège, c'est d'abord une charge, une responsabilité, une mission confiée pour un temps au service d'un peuple.

Je ne vous écris pas pour rouvrir les blessures de notre pays, ni pour alimenter les divisions. Je vous écris parce que je refuse de croire que la République puisse rester indifférente à la souffrance des familles qui traversent la même épreuve que la mienne pendant si longtemps.

Depuis 10 mois, nous vivons avec une seule attente : Connaître le sort de notre père et le retrouver. Depuis 10 mois, j'ai choisi la patience au lieu de la confrontation ; le dialogue au lieu du bruit ; la discrétion au lieu de la dénonciation publique. Je n'ai pas commencé par écrire ce plaidoyer, j'ai commencé par frapper à des portes, sollicité des femmes et des hommes qui, pensais-je, pouvaient contribuer à une issue humaine.

J'ai multiplié les démarches. J'ai engagé des médiations. J'ai attendu encore et encore parce que je croyais qu'une solution pouvait être trouvée dans le respect, la sagesse et le dialogue.

Je ne regrette pas d'avoir choisi cette voie. Car c'est ainsi que mon père m'a élevé. Il m'a appris qu'avant de condamner, il fallait écouter. Qu'avant de rompre le dialogue, il fallait tout tenter pour le préserver. Qu'avant d'élever la voix, il fallait laisser une chance à la raison. Aujourd'hui encore, je reste fidèle à cette éducation. C'est précisément pour cela que je vous écris.

Monsieur le Président,

Votre parcours est connu de tous. Comme beaucoup de Guinéens, vous avez connu les incertitudes de la vie. Vous savez que le destin d'un homme peut changer en une seule journée. Vous savez qu'aucune situation n'est définitivement acquise. La vie enseigne une grande leçon d'humilité. Elle élève parfois ceux que personne n'attendait. Elle éprouve parfois ceux qui semblaient les plus forts. Elle rappelle surtout que rien de ce que nous possédons ici-bas n'est éternel.

Ni les fonctions, ni les honneurs, ni les responsabilités, ni le pouvoir. Ce qui demeure, en revanche, c'est le souvenir que nous laissons derrière nous pour l'honneur de nos enfants, de notre famille et pour le peuple.

Un Chef d'État n'est pas seulement jugé sur les infrastructures qu'il construit. Il est aussi jugé sur la manière dont il traite les citoyens, particulièrement les plus faibles. Il est jugé sur sa capacité à écouter lorsque des citoyens souffrent. Il est jugé sur les injustices qu'il choisit de réparer. Et il est jugé sur le courage qu'il a de prendre une décision juste, même lorsqu'elle est difficile.

L'Histoire est exigeante. Elle pardonne parfois les erreurs. Mais elle pardonne rarement l'indifférence. Les générations futures liront les discours. Mais elles regarderont surtout les actes. Elles demanderont ce que chacun a fait lorsque des familles demandaient justice. Elles demanderont si le pouvoir a été exercé avec force seulement, ou aussi avec sagesse.

Je continue de croire qu'il n'est jamais trop tard pour poser un acte qui grandit une Nation. Il n'est jamais trop tard pour montrer que la justice n'est pas seulement un principe inscrit dans les discours, mais une valeur qui inspire les décisions.

Monsieur le Président,

Je ne viens pas vous demander d'effacer nos divergences. Je ne viens pas vous demander d'approuver mon travail de journaliste. Je ne viens pas vous demander de partager mes analyses. Je viens vous demander une seule chose : Regardez cette situation non seulement avec les yeux d'un Chef d'État. Regardez-la aussi avec les yeux d'un fils qui respectait son père, d'un père qui aime ses enfants, d'un croyant qui a peur de Dieu et d'un homme qui est issu d'une famille.

Demandez-vous, en votre âme et conscience, quelle décision vous souhaiteriez voir prise si un jour une telle épreuve vous frappait. Je reste convaincu que la véritable grandeur d'un dirigeant ne réside pas uniquement dans sa capacité à exercer l'autorité, mais elle réside aussi dans sa capacité à entendre la souffrance d'un peuple. À écouter les plus faibles, à faire prévaloir l'humanité lorsque tout semble pousser vers l'indifférence.

Monsieur le Président,

Je ne vous adresse pas un ultimatum. Je vous adresse un appel. Un appel à votre conscience. Un appel à votre sens de l'État. Un appel à votre responsabilité devant le peuple de Guinée. Et un appel à votre responsabilité devant Dieu.

Encore une fois, je ne vous demande aucun privilège ni aucune faveur.

Je vous demande un acte de justice, de courage et d'humanité. Il est en votre pouvoir de mettre un terme à cette souffrance, alors faites-le.

Non pour moi, non pour vous, mais pour l'idée que nous nous faisons encore de la justice dans notre pays. Pour l'honneur de notre République, et pour que demain, lorsque nos enfants parleront de notre époque, nous puissions leur regarder en face et leur dire en toute sincérité que nous avons fait ce qui était juste sans le moindre regret.

Voilà 10 mois que je ne cherche pas à convaincre le monde. Je cherche simplement à retrouver mon père.

La justice des hommes, la justice de Dieu et le jugement de l'Histoire

Au terme de ces mots, je ne ressens ni la satisfaction d'avoir tout dit, ni le soulagement que procure parfois une parole longtemps retenue. Je ressens seulement le poids d'une absence. Le vide laissé par un père qui manque à sa famille et l'espérance qui refuse de mourir.

J'aurais préféré ne jamais avoir à écrire ces mots. J'aurais préféré consacrer mon temps à mes enquêtes, à mes reportages, à raconter les histoires des autres plutôt qu'à raconter la douleur de ma famille. Mais certaines circonstances imposent à un journaliste de déposer sa plume d'enquêteur pour prendre celle d'un fils.

Aujourd'hui, ce n'est pas le journaliste qui écrit. C'est l'enfant devenu adulte grâce aux valeurs transmises par son père. C'est un fils qui refuse que le silence impose l'oubli. Je n'ai jamais pensé qu'une Nation se construisait contre ses citoyens. Je crois au contraire qu'elle se construit avec eux par l'écoute, par le dialogue, par la justice et par le respect de la dignité de chacun.

Les Nations les plus fortes ne sont pas celles qui ne commettent jamais d'erreurs. Ce sont celles qui savent reconnaître les citoyens victimes d'injustice, entendre un appel de détresse et choisir ce qui est juste lorsqu'il est encore temps.

La grandeur d'un État ne réside pas uniquement dans la force de ses institutions. Elle réside aussi dans la manière dont elles répondent à la détresse humaine. Je n'ai jamais demandé que l'on fasse de moi une exception. Je demande seulement que chaque vie humaine soit regardée avec la même valeur. Que chaque vie soit traitée avec dignité, car la dignité n'a ni opinion politique, ni origine, ni profession. Elle appartient à chaque être humain.

À ceux qui liront ce plaidoyer dans quelques semaines, quelques années ou plusieurs décennies, je voudrais laisser quelques questions pour vous. Que vaut un pouvoir s'il perd de vue l'être humain ? Que vaut une victoire si elle laisse derrière elle des familles brisées ? Que vaut une République si les citoyens n'osent plus croire que la justice peut encore les protéger ?

L'Histoire est un juge silencieux. Elle n'interrompt personne, elle ne débat pas. Elle observe, puis elle écrit. Et ce qu'elle écrit, finit souvent par survivre à tous ceux qui croyaient écrire l'histoire eux-mêmes.

Nos noms disparaîtront. Nos fonctions disparaîtront. Nos richesses disparaîtront. Nos honneurs disparaîtront. Mais nos actes, eux, continueront de parler. Ils parleront à nos enfants et à nos petits-enfants. Ils parleront devant le peuple. Et, pour ceux qui croient, ils parleront également devant Dieu, l'Éternel des cieux.

Je demeure convaincu que la justice humaine peut encore répondre à cette attente. Et si elle tarde à venir, je garde la certitude qu'il existe une justice qui ne connaît ni prescription, ni influence, ni oubli. Cette conviction ne nourrit ni la colère ni le désir de vengeance. Elle nourrit simplement mon espérance.

À toutes celles et tous ceux qui ont prié pour ma famille, qui nous ont témoigné leur solidarité, qui nous ont soutenus par un mot, une présence ou un silence respectueux, j'adresse ma profonde gratitude. Votre compassion nous a aidés à tenir lorsque le découragement semblait vouloir l'emporter.

Enfin, je voudrais revenir à celui qui est au cœur de ces pages : Mon père. Un homme dont la plus grande richesse n'a jamais été le pouvoir, ni l'argent, mais sa famille, sa dignité, sa foi, sa simplicité, son amour pour les autres, et surtout, son soutien aux personnes vulnérables.

C'est au nom de cet homme que j'écris aujourd'hui pour lancer un appel que toutes les consciences peuvent entendre. Un appel à la justice. Un appel à l'humanité. Un appel à la vérité.

Je continuerai à espérer. Je continuerai à croire en la justice. Je continuerai à croire que l'humanité peut encore l'emporter sur l'indifférence. Et tant que cette espérance vivra en moi, ces trois mots continueront de porter ma voix.

Rendez-moi mon père.

Fait ce lundi, 27 juillet 2026.

Mamoudou Babila KEÏTA

Journaliste d'investigation et défenseur des droits humains en exil.

Fils d'Elhadj Adama KEÏTA, commerçant, âgé de 75 ans, enlevé le 29 septembre 2025 à N'zérékoré au sud de la Guinée.

Email : Mamoudoubabila@proton.me

Téléphone : +224 628 231 718